

Repenser notre stratégie au Sahel

Source [Geopragma] Chronique de Renaud Girard* parue dans le Figaro le 4 janvier 2021.

Cela fait maintenant huit ans que l'armée française est déployée au Sahel. Dans la seule semaine chevauchant le jour du nouvel an 2021, cinq de ses soldats y ont trouvé la mort. Ils furent tués à l'est du Mali, par ces bombes artisanales cachées sous le sable des pistes, qu'on appelle *IED (Improvised Explosive Devices)* dans le jargon militaire, depuis les dernières interventions occidentales en Afghanistan et en Irak.

Huit années, c'est déjà plus long que la guerre d'Algérie. Les résultats en matière de stabilisation régionale ne sont pas éblouissants, c'est le moins qu'on puisse dire. C'est un dossier où il vaut mieux éviter les *y a qu'à* et les *faut qu'on*, car personne ne possède de potion miracle pour garantir la réussite des interventions occidentales en terre d'islam. Il serait absurde de précipiter le départ des forces françaises, car elles sont aujourd'hui les seules à empêcher que le Mali, ancienne colonie de l'Afrique occidentale française, vaste comme deux fois et demi l'hexagone, se transforme en sanctuaire pour djihadistes internationalistes.

Mais, au bout de huit ans sans résultat patent, ne convient-il pas de regarder la situation en face, afin de repenser notre stratégie ?

Provoquée par l'intervention militaire franco-britannique du printemps 2011, la chute brutale du régime Kadhafi a aggravé une situation économique et sécuritaire déjà très précaire dans la région sahélienne. Les stocks d'armes de la Libye se sont retrouvées aux mains de milices incontrôlables professant l'islamisme, s'enrichissant du trafic de la drogue et des êtres humains, et profitant du sanctuaire du sud algérien.

Au Mali, on peut se demander aujourd'hui s'il n'y a pas un lien entre l'arrivée dans le sud libyen de djihadistes syriens mercenaires de la Turquie et l'intensification des attaques par IED. Une chose est sûre : la région intéresse le président Erdogan, qui a proposé au Niger, il y a six mois, d'y installer une base militaire.

Suite au sommet de Pau de janvier 2020, où les pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina, Niger, Tchad) ont manifesté leur souhait du renforcement de la présence française, 5000 soldats français sont aujourd'hui déployés dans la région, aidés de plus en plus efficacement par 5000 soldats sahéliens, incapables cependant aujourd'hui de prendre le relais. Le Mali dispose en outre des forces onusiennes de la Minusma, 13000 hommes, statiques, mais dont le rôle reste essentiel pour la stabilité d'un pays dépourvue de réelle administration.

Malgré ces déploiements militaires, la perspective sécuritaire ne s'est guère améliorée au Mali, car les problèmes de fond n'y ont pas été réglés. C'est un pays artificiel, où les Touaregs du nord n'acceptent pas d'être gouvernés par les Noirs du sud, qui furent jadis leurs esclaves. Les idéologues islamistes ont su instrumentaliser à leur profit ces revendications anciennes. Aux exactions islamistes se sont ajoutées les luttes interethniques dans la boucle du Niger, notamment entre Peuls et Dogons, entre pasteurs et agriculteurs. L'armée malienne s'est montrée autant incapable de détruire les groupes djihadistes que de désarmer les milices d'autodéfense ethniques. On retrouve le même problème au nord du Burkina Faso.

Les pays de l'UE apportent une aide au développement d'un milliard d'euros au Sahel, mais leurs hommes ne sont pas prêts à venir y mourir aux côtés des soldats français. La France parvient à tuer un certain nombre de chefs djihadistes plus ou moins médiatisés, sans parvenir à dissuader de nouvelles vocations. Dans la

population, la perception de soldats étrangers en armes est forcément fluctuante : ils peuvent passer très rapidement du statut de protecteurs à celui d'occupants. Ils deviennent des boucs-émissaires s'ils se révèlent incapables de maintenir la paix civile, quand bien même son viol résulte de facteurs locaux totalement extérieurs à eux.

Retrouvez l'intégralité du dossier [en cliquant ici](#)

*Renaud Girard est membre du Conseil d'orientation stratégique de Geopragma